

Diasporiques/Cultures en mouvement a évoqué à plusieurs reprises le rôle des « nouveaux historiens » israéliens dans le rétablissement de la vérité historique sur la création et le développement de l'État d'Israël¹. Il nous a semblé intéressant de donner également à nos lecteurs le point de vue sur cette question d'une historienne franco-palestinienne.

Des convergences porteuses d'espoirs entre historiens palestiniens et « nouveaux historiens » israéliens

Sandrine Mansour-Mérien

Sandrine Mansour-Mérien est historienne, chercheur au Centre de recherches en histoire internationale et atlantique à Nantes.

Le conflit le plus ancien actuellement répertorié est le conflit israélo-arabe. Judéo-palestinien d'abord, au lendemain du vote du Plan de partage, puis israélo-arabe lors de la première guerre de 1948, enfin israélo-palestinien de nos jours.

Jusque dans les années 80, les historiens israéliens étaient de farouches défenseurs de la thèse officielle de l'État d'Israël, « petit État entouré de plusieurs pays ennemis ayant juré sa disparition ». Toute leur présentation du conflit israélo-arabe, et en particulier la phase cruciale qui conduira en 1948 à l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens, jetés du jour au lendemain sur les routes de l'exil, avait pour objet de donner l'image d'une population, les Juifs, aux prises avec des armées arabes hostiles, malgré leur volonté de vivre pacifiquement.

Il fallait construire une histoire qui légitime un projet colonial de grande envergure et surtout un projet qui impliquait non pas l'assimilation de la population locale majoritaire, mais en fait son éviction.

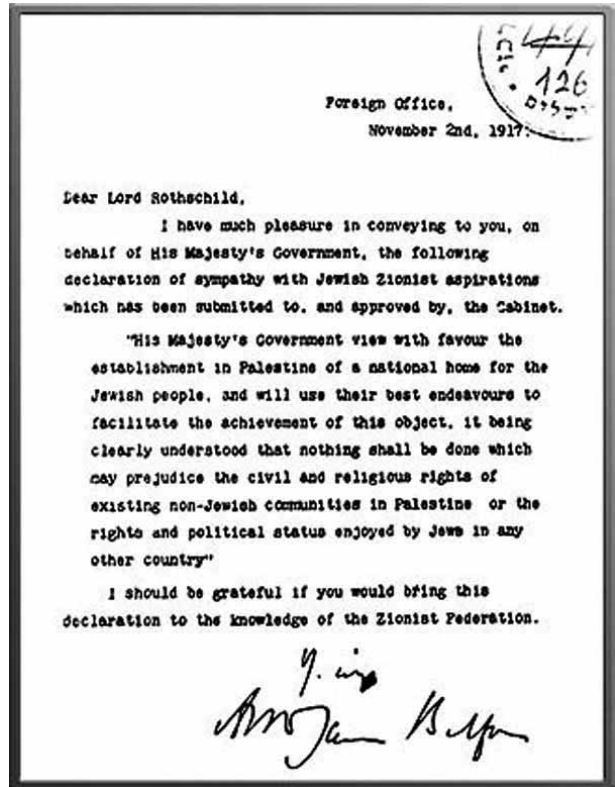
Avec l'ouverture des archives de l'État d'Israël en 1978 et après l'invasion du Liban par Israël en 1982, les « nouveaux historiens » israéliens, très critiques sur les discours politiques dominants dans leur pays, entament une série de travaux qui corroborent ceux des historiens palestiniens tels que Sharif Kanaan, Nur Masalha, Rashid Khalidi ou encore Walid Khalidi (qui fut l'un des premiers à déconstruire le discours israélien). Ainsi, depuis à peine plus de vingt ans, voit-on apparaître une convergence dans la présentation, de part et d'autre, de l'Histoire.

¹ Notamment dans ses n° 6 de juin 2009, à propos des travaux de Schlomo Sand (p. 86-89), et n°7 d'octobre 2009, à propos de ceux de Ilan Pappé (p. 73-76).

UN PAYS PRIVÉ DE LA QUASI TOTALITÉ DE SES ARCHIVES

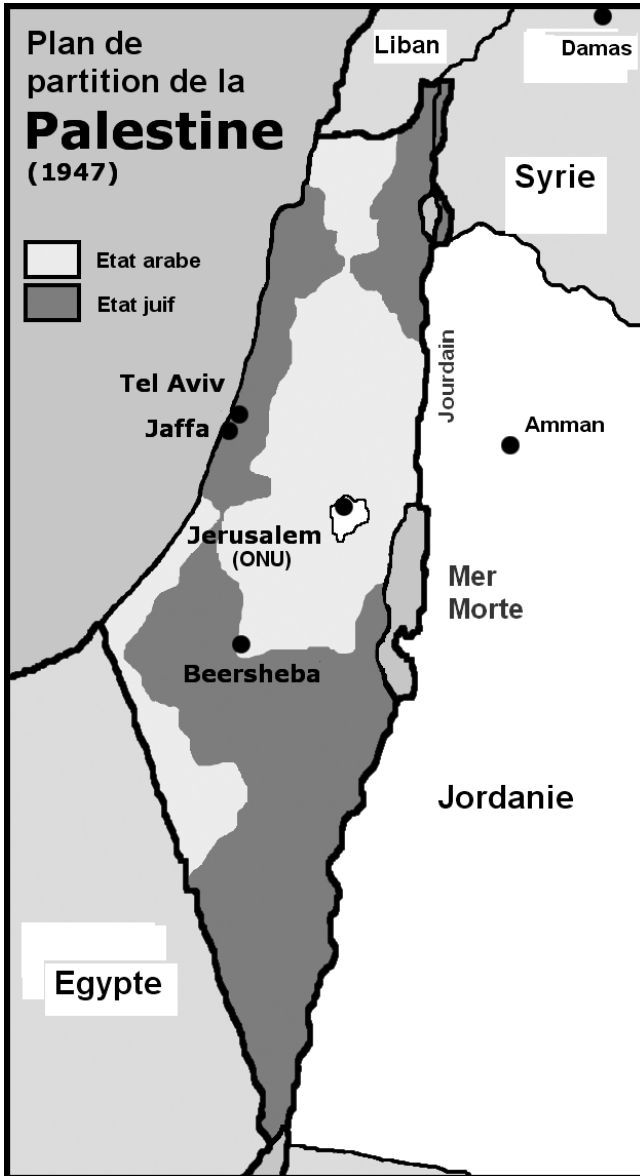
L'expulsion de la majeure partie de la population palestinienne, de 1948 à 1953, a été suivie de la destruction de plus de cinq cents villes et villages, accompagnée de celle de toutes les archives familiales ou institutionnelles qui s'y trouvaient. Pour les Palestiniens, pendant de nombreuses années, il ne restera dès lors que l'expression orale comme mode de compilation d'une histoire traumatisante.

Dans son étude sur l'historiographie comparée des Palestiniens et du mouvement sioniste au début du mandat britannique sur la Palestine, l'historien palestinien Tarif Khalidi explique comment les Palestiniens présentaient alors leur propre histoire, notamment comment les professeurs d'école mettaient en avant sa richesse spécifique et la volonté des Palestiniens d'accéder à l'autodétermination. L'inquiétude était déjà grande, s'agissant des ambitions prêtées au mouvement sioniste. En témoigne la lettre adressée en 1919 aux autorités britanniques, détentrices du « mandat » d'occupation de la Palestine : « Le Comité islamo-chrétien, représentant qualifié des habitants de toute la province de Jérusalem, a l'honneur de porter à votre connaissance qu'il n'accepte d'aucune façon que la Palestine, qui est pétrie et arrosée par le sang de ses aïeux, soit un foyer national sioniste et il refuse catégoriquement l'immigration juive [...]. Il n'est ni juste ni humanitaire que vous acceptiez de sacrifier un million d'âmes pour le plaisir d'une minorité qui fonde ses droits et prétentions sur des traditions purement religieuses ».



En 1936, Tawfiq Canaan, médecin et nationaliste palestinien, écrivait dans un article intitulé *Les ambitions sionistes et la crise palestinienne* : « Les Arabes, qui ont travaillé sous pression constante et dans l'injustice sous les Turcs, ont commencé à œuvrer pour leur indépendance vis-à-vis de l'empire turc, il y a soixante ou soixante-dix ans ». Mais cet aspect de la volonté d'indépendance palestinienne ainsi que les répercussions qu'elles auront, telles que les persécutions faites par les Turcs contre les nationalistes palestiniens, sont totalement absentes des textes européens de l'époque. Les intellectuels palestiniens, dont beaucoup sont multilingues, constatent que les descriptions de la Palestine ne font état dans ce pays que de « Figures du

La Déclaration
Balfour du
2 novembre 1917



Palestinien » (pour reprendre le titre du livre d'Elias Sanbar²), enfermant ses habitants dans l'image mythique des bédouins des premiers textes bibliques.

L'IDÉOLOGIE SIONISTE

Du côté sioniste, une écriture de l'histoire apparaît très tôt,

évidemment avec une tout autre visée : justifier l'entreprise coloniale sur la Palestine. Comme l'a expliqué Israël Shahak³, universitaire israélien politiquement très engagé pour la défense des droits de l'Homme en Israël, il s'agissait de faire admettre comme un fait établi que les Juifs avaient reçu la Terre Sainte des mains mêmes de Dieu, ce qui leur donnait des « droits historiques » sur elle.

La situation démographique était pourtant bien connue des sionistes arrivant en Palestine au début du xx^e siècle, comme en témoigne le journaliste Shabtai Teveth : « En 1906, dans toute la Palestine il y avait 700 000 habitants, dont 55 000 étaient juifs, et seuls 550 de ces derniers étaient des pionniers ». Les nouveaux arrivants sont bien conscients que la population palestinienne ne se laissera pas facilement évincer (les quelques territoires qui leur sont vendus le sont par des familles libanaises dont aucun sentiment national ne les relie à cette terre). Le mouvement sioniste envisage donc le « transfert » de la population palestinienne comme « solution » au problème de sa présence.

Deux thèses sont alors établies pour justifier cette entreprise. La première est que la Palestine serait « un pays vide », ce que résume la fameuse phrase au sujet de l'arrivée des Juifs : « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple » – phrase longtemps attribuée à Israël Zangwill, écrivain et journaliste juif anglais, mais qui aurait été énoncée et diffusée par des chrétiens au xix^e siècle et qui est devenue un slogan de la propagande sioniste. La seconde thèse est celle que reprend l'historienne israélienne Anita Shapira dans son livre *La Terre*

² Gallimard, Paris 2004.

³ Israël Shahak, *Jewish History, Jewish Religion. The Weight of Three Thousand Years*, Pluto Press 1994.

et le Pouvoir⁴. Elle ne rejette pas l'idée qu'il existe une population autochtone orientale mais elle la décrit comme composée d'êtres étranges et sauvages, à l'image de la terre environnante, et son discours a pour objet d'amener le lecteur à comprendre que seuls les sionistes ont permis le développement de cette terre.

Certains sionistes ont certes conscience des contradictions entre le désir de créer un État « juif » et celui d'établir un accord avec les Arabes. Ben Gourion, dans son opuscule *La population juive de Palestine et la lutte actuelle du sionisme* écrit ainsi : « Ce pays – et quand je dis 'ce pays', je pense aussi aux mers qui baignent ses rivages – est à la fois le creuset et le champ de bataille du sionisme en marche. [...]. L'État Juif et l'accord judéo-arabe, – dans cet ordre – voilà les principes fondamentaux de la politique sioniste actuelle ». D'autres n'ont pas ce genre de préoccupation. Menahem Begin, en janvier 1948 – il est à cette date commandant en chef d'une des trois milices juives les plus radicales, l'Irgoun, et il deviendra premier ministre d'Israël en 1977 – déclare sans nuances : « Vous avez été témoins de notre lutte contre les occupants britanniques, que nous avons acculés à une défaite complète et honteuse. Vous avez également vu comment nous avons chassé les assassins arabes à la solde de l'Angleterre de leurs propres repaires, transformant ainsi toute la situation du pays et indiquant en même temps aux forces juives les méthodes de défense active à utiliser ».

L'HISTOIRE REPREND ENFIN PROGRESSIVEMENT SES DROITS

Nur Masalha, dans son ouvrage *L'expulsion des Palestiniens*, fut l'un des premiers, après Walid Khalidi, à déconstruire le discours officiel de l'État d'Israël à partir des archives de cet État. Khalidi avait ouvert une brèche dès 1959 en analysant les émissions de radio de l'époque. Les Israéliens affirmaient que c'est à l'appel des États arabes que les Palestiniens avaient fui. Khalidi a constaté que, bien au contraire, avaient eu lieu des appels à rester sur place et à se défendre. Mais, comme pour les témoignages oraux des réfugiés palestiniens, il faudra attendre le début des années 1990 pour que ces éléments historiques soient pris en compte.

Les « nouveaux historiens » ont complètement changé le paysage historiographique en Israël. Benny Morris fut l'un des premiers et sûrement l'un des plus importants à mettre en lumière le contenu des archives sionistes. Ses études corroborent bien des témoignages et des études menées par les historiens palestiniens. Il estime cependant que, s'il y a bien eu des expulsions, la majorité des expulsés l'ont été du fait de la guerre elle-même. Cette affirmation a été critiquée par d'autres historiens, dont Avi Shlaim, qui évoque notamment les difficultés de ses confrères à reconnaître que la création de l'État d'Israël a été présentée à l'échelle internationale sur la base de mythes que seul le monde arabe remettait en question.

Ilan Pappé, se fondant sur des sources israéliennes, anglaises et arabes, affirme quant à lui qu'on a eu affaire à un véritable nettoyage

⁴ Anita Shapira, *Land and power: the Zionist resort to force, 1881-1948*, Stanford University press, 1999.



ethnique⁵. Les archives auxquelles il a eu accès lui permettent d'expliquer comment, ville par ville, village par village, s'est développée une entreprise délibérée d'expulsions, avec comme objectif d'avoir « plus de terre et moins d'Arabes ». Il rejoint en cela les travaux de deux historiens palestiniens : Nur Masalha – qui estime que l'idée de transfert, longtemps tenue secrète, était inhérente à la création même du mouvement sioniste⁶ – et Salman Abu Sitta – qui a réuni une somme d'informations donnant l'emplacement des villes et villages « nettoyés » puis détruits et décrivant les méthodes utilisées pour y parvenir⁷.

UN DÉNI PERSISTANT MAIS DE PLUS EN PLUS CONTESTÉ

Le gouvernement israélien tente d'instrumentaliser l'Histoire par tous les moyens, y compris au travers du vocabulaire qu'il cherche à imposer : *implantation* au lieu de *colonie*, *barrière de sécurité* au lieu de *Mur*, *Arabe* au lieu de *Palestinien*, *Judée-Samarie* au lieu de *Cisjordanie*, etc. Mais historiens palestiniens et « nouveaux historiens » israéliens se rejoignent désormais pour affirmer qu'il y a bien eu l'écriture d'une histoire mythique de l'État d'Israël et un véritable déni quant à l'existence et à l'histoire de la population palestinienne.

Les débats actuels en Israël mettent régulièrement en lumière les contradictions entre ce qui s'est réellement passé et les discours officiels. Ainsi, dans un article paru dans le quotidien israélien *Haaretz* en juin 2011, le journaliste Akiva Eldar relate les tensions qui sont apparues à la suite de la commémoration du

soixantième anniversaire de la création de l'hôpital psychiatrique Kfar Shaul. Ce dernier a été construit sur les ruines du village de Deir Yassin dont les habitants furent victimes d'un massacre demeuré tristement célèbre. Or, dans le discours de commémoration, aucune mention n'a été faite de cet épisode historique primordial, ce qui a provoqué des remous. Dans un autre article récent, la journaliste Amira Hass montre comment l'État d'Israël combat la mémoire de la *Nakba*⁸, en ayant notamment fait voter, en mars 2011, une loi visant à interdire en Israël toute commémoration et même toute mention de cet événement. Pour l'éditorialiste Zvi Bar'el, cette attitude ne peut amener que plus d'appels à la mémoire, y compris parfois à des erreurs en la matière.

La dernière tentative de négation de l'Histoire concerne directement la France : une association juive a demandé que des manuels scolaires français d'histoire soient « corrigés » dans leur présentation du conflit israélo-palestinien et qu'en particulier le terme *Nakba* en soit éliminé du fait de son caractère idéologique... On ne peut qu'espérer qu'elle ne sera pas entendue ! ☺

⁵ Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris 2008.

⁶ Nur Masalha, *The Bible and Zionism: Invented Traditions, Archaeology and Post-Colonialism in Palestine-Israël*, 2007.

⁷ Salman Abu Sitta, *The Return Journey*, Palestine Land Society, 2007.

⁸ La « catastrophe » vécue par les Palestiniens.